

# Covid-19 : voulez-vous plus de sécurité sanitaire ou plus de libertés (et comment s'en donner les moyens), le débat confisqué aux Français



Le débat public et politique est resté au point mort depuis près d'un an. Les Français ont pourtant des attentes sur la manière de gérer la crise. Sur de nombreux sujets essentiels, le débat n'a pas eu lieu. Le président de la République et le Conseil scientifique ont été les principaux acteurs et décisionnaires face à la pandémie, fragilisant le débat démocratique.

Avec Christophe Bouillaud

**Atlantico : Alors que nous sommes tous contraints d'attendre que le gouvernement s'exprime pour découvrir ses dernières décisions en matière de lutte contre l'épidémie, le débat public et politique est resté au point**

**mort depuis près d'un an. Néanmoins, il ne faut pas oublier que les Français ont des attentes sur la manière de gérer la crise. Sur quelles questions précises le débat n'a-t-il pas eu lieu?**

**Christophe Bouillaud :** On pourrait passer en revue tous les sujets tout au long de la crise sanitaire : la nécessité du port du masque, la fermeture des écoles, le confinement strict des EPHAD, les attestations de sortie, la vaccination, l'équilibre à trouver entre les libertés publiques à préserver et la protection de la santé à assurer, etc. Aucun n'a donné lieu à un véritable débat public avec des pour et des contre réellement argumentés de manière scientifique et rationnelle. La situation s'est résumée au final à une majorité du corps médical avertissant des menaces dues à l'épidémie et à un exécutif choisissant ses propres solutions au petit bonheur la chance, le plus souvent en copiant plus ou moins bien ce qui semblait fonctionner dans les autres pays (et parfois en refusant de copier des bonnes solutions comme l'isolement des malades en vigueur dans les pays asiatiques).

Il faut ajouter que les seuls qui aient vraiment porté un débat politique sont d'une part une partie de l'extrême-droite, qui a laissé prospérer l'idée que toute cette épidémie n'est dans le fond qu'un vaste complot contre les libertés. Lorsque ce complotisme n'a pas simplement consisté à nier la réalité même de la gravité de l'épidémie, en essayant par exemple de prétendre que personne ou presque n'en mourrait de cette « gripette », il a souvent été associé à l'idée qu'un médicament miracle serait déjà disponible pour soigner le Covid-19, et que le gouvernement français se refuserait à en faire usage pour se donner l'opportunité de mieux contrôler la population. Faut-il rappeler l'importance de la figure du Professeur Raoult dans les premiers mois de la pandémie ? Mais cette ligne de pensée continue avec d'autres médicaments, d'autres solutions miracle.

Et, d'autre part, il ne faut pas négliger l'importance de tous les groupes d'intérêt qui n'ont vu au final l'épidémie que par le petit bout de la lorgnette de leurs intérêts économiques ou professionnels : les restaurateurs, les gérants de salles de sport, le secteur de la culture et des spectacles, les secteurs liés au tourisme, le monde des entreprises en général, mais aussi une majorité du monde enseignant de la maternelle au supérieur. On peut bien sûr comprendre que tous ces acteurs aient à cœur de survivre économiquement à la pandémie ou de continuer à exercer normalement leur métier, mais, jusqu'ici, cela n'a sans doute pas beaucoup enrichi le débat de propositions vraiment scientifiquement fondées. A sa décharge, le gouvernement a été confronté un « corporatisme de la reprise à tout prix » de la part de tous les secteurs touchés par les restrictions successives. Il a fini par céder d'ailleurs au fur et à mesure à presque tout le monde, aux libraires et aux coiffeurs par exemple, ce qui a rendu les confinements successifs de moins en moins contraignants pour les acteurs qui savent se faire entendre et de plus en plus ressentis comme injustes pour les autres. De fait, le gouvernement n'a jamais osé expliquer le fond scientifique de sa doctrine d'ouverture ou de fermeture de tels ou tels lieux ou activités, et même, dans le cas du système scolaire, il a sciemment adopté une ligne contraire à la réalité scientifique et à la pratique en la matière de la plupart des Etats voulant maîtriser l'épidémie sur leur sol. Il est vrai que, si l'on admet que la contamination se fait essentiellement dans un lieu clos où des gens parlent, mangent, boivent,

ou pire chantent à tue-tête, cela condamne à l'arrêt toute une série de secteurs, tout au moins tant que des solutions technologiques fiables n'ont pas été trouvées ou finalement utilisées quand elles sont déjà disponibles (comme les masques FFP2 ou les capteurs de CO2).

## **Ce manque de débat public est-il le symptôme d'une démocratie en plein dysfonctionnement ? Pourquoi le gouvernement n'écoute-t-il pas les débats qui tiraillent la société ?**

De fait, la société française et aussi la classe politique française se sont largement laissés prendre au départ par la confiance qu'elles ont accordée à l'exécutif en place, appuyées sur l'Administration avec un grand A, pour prendre les bonnes décisions face à l'épidémie. Certes, on pouvait se douter avant même l'épidémie que l'Etat français n'était pas au mieux de sa forme intellectuelle, mais, au fil des mois, tout le monde, y compris les parlementaires à travers des commissions d'enquête, a découvert les multiples impasses dans lesquelles les réformes austéritaires et managériales des années précédentes l'avaient mis. Il faut ici rappeler ici qu'au début des années 2000 l'Etat s'était doté d'un organisme chargé de préparer une telle pandémie, et qu'au fil des ans tout s'était perdu en route, au point de se retrouver à la fin avec un stock dérisoire de masques, pourris en plus selon les dires du Ministre de la Santé ayant été vérifié sur place l'étendue du désastre. Les collègues juristes universitaires ont aussi constaté que la nullité rédactionnelle de la législation ne s'améliorait guère en tant de crise, pour rester poli, tout comme d'ailleurs la jurisprudence du Conseil d'Etat. Autrement dit, la grande découverte de cette pandémie aura été celle de la nullité de l'Etat français, de ses sommets essentiellement, de ses ministères, mais aussi de ses préfectures et de ses ARS. Qui aurait dit début 2020 que l'Etat britannique, supposé désarticulé par des décennies de Thatcherisme, de Blairisme et d'austérité à la Cameron, pour ne pas parler de l'Etat chilien, serait bien moins inefficace à tout prendre que le nôtre pour mettre en place une vaccination de masse? Les classements internationaux faits à l'occasion de cette pandémie confirment cette impression : nos politiques publiques face à elle sont parmi les plus mauvaises, entraînant drame sanitaire et marasme économique.

Du coup, face à ce qui reste tout de même comme une surprise (« Sont-ils vraiment si incompetents que cela ? Ah oui, finalement, oui, pas de doute. ») , il a fallu un certain temps pour qu'émergent de la part de divers secteurs de la société civile des protocoles sanitaires un peu plus fondés scientifiquement que les mauvaises blagues produites par l'Administration et validés par le pouvoir exécutif pour faire semblant de faire quelque chose de sérieux. C'est particulièrement flagrant dans le cadre de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur. Il y a désormais toute une série de collectifs qui proposent de sécuriser la rentrée en présentiel des élèves et des étudiants, mais les deux ministères concernés ne les écoutent pas du tout. Cela serait reconnaître que l'expertise véritable n'est pas là où elle devrait être. Que les vrais amateurs de la base sont bien meilleurs que les mauvais professionnels du sommet. Cette situation est particulièrement dramatique pour la suite, à un moment où l'on s'apprête ce lundi à rouvrir les maternelles et les écoles, puis les collèges et les lycées, avec le nième protocole Potemkine. On jugera dans quelques semaines des résultats brillants de cette approche, mais après tout avec les ponts du mois de mai, ne sommes-nous pas presque à la

fin de l'année scolaire, doit se dire le Ministre. En croisant les doigts, cela va passer, comme dira un autre.

De fait, le vrai débat qu'il faudra aussi finir par mener, c'est celle de la stratégie face à la pandémie. Se résigne-t-on à « mourir avec la pandémie » ? « Vivre avec », c'est de la novlangue, qui dit l'inverse de ce que l'on se propose en réalité de faire. Et d'ailleurs, à terme, ce seront les assureurs les vrais juges de paix de toute cette affaire, quand ils réviseront leurs tables de mortalité. Ou se donne-t-on pour objectif d'en sortir vraiment ? Nous en sommes loin à mon avis. D'une part, parce que il est impossible pour l'exécutif actuel de changer de stratégie, et surtout de faire appliquer cette nouvelle stratégie éventuelle par la société. Il a trop menti, et il continue de trop mentir, pour recevoir le soutien général dont il aurait besoin pour mener une sortie vers le haut. D'autre part, parce que les opposants auront du mal à promettre « du sang et des larmes » pour en sortir à une société n'ayant qu'un rêve, revenir le plus vite possible à la normale.

## **Les dernières tensions entre le Président de la République et le Premier ministre ainsi que le ministre de la Santé, témoignent-elles d'un débat tranché par une seule personne ?**

Le moins que l'on puisse dire, c'est que tous les observateurs dont j'ai pu lire ou entendre les propos sont unanimes pour souligner le rôle central de Macron dans la gestion de la pandémie. Le choix du 29 janvier de ne pas reconfiner la France à ce moment-là est une décision qui en représente l'exemple même. La décision de rouvrir les maternités et les écoles le 26 avril quel que soit l'état sanitaire du pays en est une autre.

On peut même se hasarder à décrire le processus « objectif », pour reprendre ses propres termes, de maximisation sous contrainte auquel Macron se livre. Ses choix semblent correspondre à une conciliation entre trois éléments : son niveau de popularité tel que mesuré par les sondages à préserver, qui ne doit pas décrocher, en particulier dans son cœur de cible électoral ; le niveau de pression dans les hôpitaux, parisiens essentiellement, où les malades du Covid-19 ne doivent pas s'entasser dans les couloirs ; et, enfin, les récriminations des secteurs économiques les plus en cour face aux obstacles mis à leurs activités ordinaires de valorisation de leurs capitaux. Il faut dire aussi que toutes les enquêtes épidémiologiques et les reportages disponibles qui montrent que les victimes de l'épidémie sont de plus en plus jeunes et faisant partie des classes populaires interviennent aussi dans l'équation « objective » du Président, et l'orientent de plus en plus vers une prise de risque maximale du point de vue sanitaire. Après tout, de la surmortalité massive dans le « 93 », est-ce vraiment un problème « objectif » ?

Dans cette affaire, le Premier Ministre, le Ministre de la Santé, et tous les autres ministres ne sont que des comparses. Ils ne le seront plus quand l'un d'eux aura le courage de mettre sa démission dans la balance et de démissionner vraiment pour protester contre la manière présidentielle d'optimiser sous contraintes. Mais pourquoi trahiraient-ils celui qui les a sortis de l'anonymat (Véran, Castex par exemple) ou de l'échec (Bruno Le Maire) d'où ils n'auraient

jamais dû sortir ? Ils se contenteront, une fois Macron démonétisé, de raconter dans leurs mémoires à quel point cela aurait été bien pire s'ils n'avaient pas été là.